

Belgium-Namur: Education and training services

OJ S 129/2015 08/07/2015

Contract notice

Services

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: EWBS

Postal address: Chaussée de Charleroi 83B

Town: Namur

Postal code: 5000

Country: Belgium

E-mail: info@ensemblesimplifications.be

Telephone: +32 81409800

Internet address(es):

Address of the buyer profile: http://marchespublics.wallonie.be/fr/index.html?ID_AVIS=407127

Additional information can be obtained from:

Official name: EWBS

Postal address: Chaussée de Charleroi 83B

Town: Namur

Postal code: 5000

Country: Belgium

For the attention of: Marie-Christine Gasia

E-mail: marie-christine.gasia@ensemblesimplifications.be

Telephone: +32 81409853

Internet address: www.ensemblesimplifications.be

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

Official name: EWBS

Postal address: Chaussée de Charleroi 83B

Town: Namur

Postal code: 5000

Country: Belgium

Telephone: +32 81409800

Internet address: <http://marchespublics.wallonie.be>

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address

I.2. Type of the contracting authority

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.3. Main activity

Other: Simplification administrative et e-gouvernement

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Réalisation de modules de formation e-learning.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 24: Education and vocational education services

NUTS code BE3 Région wallonne

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Le présent marché porte sur la réalisation, la maintenance/mise à jour de 25 modules e-learning d'une heure à développer sur une période de 4 ans. Ces 25 heures seront principalement consacrées à la simplification administrative et l'administration électronique. Il s'agira plus particulièrement des matières suivantes: * L'orientation usager* Les charges administratives* La simplification via le droit* L'optimisation des processus* Le principe de confiance* La réalisation de formulaires simples et intelligents* L'administration électronique* Le partage de données via l'utilisation de sources authentiques* La création de sources authentiques* La sécurité et la vie privée* La transparence administrative

Les différentes matières seront abordées en fonction des priorités et besoins d'eWBS. La répartition des modules (heures) au sein de ces différentes matières se fera chemin faisant, lors de l'analyse des besoins en formation. Cette analyse permettra de préciser ce qui pourra se faire en e-learning et ce qui devra se faire en présentiel pour chacune des matières (blended learning). Pour plusieurs de ces matières, il s'agit de formation de base pour laquelle aucune connaissance préalable n'est requise, excepté la visualisation du module généraliste en simplification administrative/administration électronique mis à disposition sur le site <http://www.ensemblesimplifions.be>

II.1.6. CPV code(s)

80000000 Education and training services

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

Estimated value excluding VAT:

Range: between 150 000 and 220 000 EUR

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 48 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Voir le cahier des charges.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Voir le cahier des charges.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

Le groupement éventuel d'opérateurs économiques prendra la forme d'une société momentanée qui doit être d'une forme existante en droit belge.

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Par le seul fait de participer à la procédure de marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés à l'article 61 de l'arrêté royal du 15.7.2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques. L'attention est attirée sur le fait qu'avant l'attribution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier que les causes d'exclusion ne sont pas rencontrées dans le chef du soumissionnaire. Il peut inviter le soumissionnaire à produire les documents et preuves mentionnés à l'article 61 précité. Le pouvoir adjudicateur a le droit de vérifier, à n'importe quel moment de la procédure d'attribution du marché, si cette déclaration sur l'honneur est exacte ou si elle concorde toujours avec la réalité, en réclamant au soumissionnaire les documents et certificats visés à l'article 61 §3, 62 et 63. Le pouvoir adjudicateur procède en tout cas à la vérification de la situation du soumissionnaire susceptible d'être désigné adjudicataire, avant de prendre la décision d'attribution (obligations fiscales dans le respect de l'article 63, toutes causes d'exclusions, extrait de casier judiciaire).* en ce qui concerne les soumissionnaires enregistrés dans la Banque Carrefour des Entreprises (BCE), l'absence d'état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou dans toute situation analogue de ces soumissionnaires sera directement vérifiée par le pouvoir adjudicateur qui consultera, par des moyens électroniques, les bases de données de la BCE.* en ce qui concerne les cotisations de sécurité sociale et par application de l'article 60, §1 ARP, les soumissionnaires qui emploient du personnel assujéti à la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, sont dispensés de produire l'attestation de l'Office national de la sécurité sociale dont il résulte qu'ils sont en règle en matière de cotisations ONSS. En effet, la situation de ces soumissionnaires en matière de paiement de leurs cotisations de sécurité sociale sera vérifiée directement par le pouvoir adjudicateur qui consultera, par des moyens électroniques, les bases de données de l'O.N.S.S. Les soumissionnaires étrangers peuvent vérifier les

documents équivalents à communiquer dans le cadre de ce marché sur le site suivant: <http://ec.europa.eu/markt/ecertis/searchDocument.do?clean=true&selectedLanguage=fr> Les dispositions reprises en droit d'accès au présent cahier spécial des charges sont également applicables, individuellement, à tous les participants qui, en tant que groupement sans personnalité juridique, déposent ensemble une offre. La déclaration sur l'honneur implicite s'applique pour chaque participant du groupement sans personnalité juridique et chaque participant est susceptible de se voir réclamer les preuves énumérées au §3 de l'article 61 de l'arrêté du 15.7.2011.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: — déclaration bancaire en annexe du cahier des charges.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

Qualité des prestations dans la réalisation de projets similaires: * La qualité des projets similaires pertinents. * Le nombre de projets similaires pertinents réalisés durant les trois dernières années (un minimum de trois est exigé). Adéquation des profils proposés: * La qualification du personnel pour le type de mission demandée (diplôme, expérience, compétences techniques et pédagogiques prouvées en matière de réalisation de modules e-learning). * Taille de l'équipe projet pour exécuter ce marché dans les délais requis. Lors de l'exécution de marché, tout changement dans la liste des personnes constituant l'équipe devra obtenir l'approbation préalable du pouvoir adjudicateur.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: no

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Criteria below

1. Qualité de la solution proposée. Weighting 40
2. Qualité du projet. Weighting 20
3. Prix. Weighting 35

4. Présentation orale de l'offre. Weighting 5

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

2015-08-CO.141

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 2.9.2015 - 14:00

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

2.9.2015 - 14:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

Other:

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 180 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Date: 2.9.2015 - 14:00

Place:

Salzennes

Persons authorised to be present at the opening of tenders: yes

Information about authorised persons and opening procedure: La séance d'ouverture des offres est publique.

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Conseil d'État

Postal address: Rue de la Science 33

Town: Bruxelles
Postal code: 1040
Country: Belgium

VI.4.2. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures: — demande de suspension en extrême urgence: requête introduite le plus rapidement possible; le délai pour le recours en suspension est de 15 jours à dater de la publication, de la communication ou de la prise de connaissance de l'acte selon le canal par lequel le réclamant a été informé de la décision (avis d'attribution, lettre d'information ou aucun des deux = date de prise de connaissance) — demande d'annulation: 60 jours à partir de la connaissance de la décision. NB: le président du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire concerné peut également statuer au provisoire (article 584 du Code judiciaire). Ce tribunal est seul compétent pour les contestations au fond portant sur un droit civil (ex: octroi de dommages-intérêts...). Le président doit être saisi le plus rapidement possible et le tribunal, dans un délai de 5 ans (article 2262 bis du Code civil).

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: EWBS
Postal address: Chaussée de Charleroi 83B
Town: Namur
Postal code: 5000
Country: Belgium
E-mail: isabelle.wauthion@ensemblesimplifions.be
Telephone: +32 81409852
Internet address: www.ensemblesimplifions.be

VI.5. Date of dispatch of this notice

3.7.2015